



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

**Unité bi-départementale du Calvados et de la Manche
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 CAEN**

CAEN, le 18/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CPO_COMPAGNIE PETROLIERE DE L'OUEST

Dépôt de Ouistreham
Rue de la Crête au Coq
14150 Ouistreham

Références : 2023-266
Code AIOT : 0005300452

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2023 dans l'établissement CPO_COMPAGNIE PETROLIERE DE L'OUEST implanté Dépôt de Ouistreham Rue de la Crête au Coq 14150 Ouistreham. L'inspection a été annoncée le 27/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection consistait à contrôler l'avancement des travaux de mise en conformité de la rétention du pipeway.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CPO_COMPAGNIE PETROLIERE DE L'OUEST
- Dépôt de Ouistreham Rue de la Crête au Coq 14150 Ouistreham
- Code AIOT : 0005300452
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

- IED : Non

Les activités du site comportent la réception des hydrocarbures par pipeline TRAPIL et des additifs par camions, le stockage des produits dans les réservoirs ou ballon et le chargement des camions citernes (PCC) pour livraison aux clients. Le transfert des produits s'effectue par canalisations et les expéditions par des postes de chargement des camions.

Le site comporte 7 réservoirs aériens et une citerne compartimentée pour les additifs.

Le site dispose d'une réserve incendie et de pistes périphériques pour l'accès des pompiers, avec aires de dégagement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle de l'avancement de la mise en conformité de la rétention des tuyauteries d'hydrocarbures situées en dehors de la rétention des bacs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|------------------------|---|--|---|-----------------------|
| 2 | PREVENTION DES RISQUES | Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 3.3.4 | / | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------|---|--|-------------------|
| 1 | PREVENTION DES RISQUES | Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 3.3.3 | / | Sans objet |
| 3 | PREVENTION DES RISQUES | Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 3.4.4 | / | Sans objet |
| 4 | PREVENTION DES RISQUES | Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 4.4.5 | / | Sans objet |
| 5 | PREVENTION DES RISQUES | Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 3.7.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de mise en conformité sont bien engagés. L'exploitant doit rester vigilant sur les résultats des contrôles réglementaires des installations et veiller au traitement du ou des écarts signalés dans un délai adapté. L'encadrement et le suivi des travaux n'ont pas donné lieu à constat d'écart.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PREVENTION DES RISQUES

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 3.3.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Dans chaque zone identifiée à l'article 3.2.2 ci-dessus, est installé, à proximité d'au moins la moitié des issues, un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentiellles.</p> |
| Constats : L'Inspection a consulté le dernier rapport de vérification des installations électriques effectuée par l'APAVE le 6 juillet 2022. Le rapport mentionnait des observations qui ont toutes été traitées soit en interne, soit par la société CEFF, entreprise extérieure à laquelle l'exploitant fait régulièrement appel pour les travaux de maintenance et de réparation. L'exploitant a présenté le devis validé de l'intervention de CEFF à l'inspecteur. L'exploitant effectue un suivi formalisé du traitement des actions correctives réalisées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : PREVENTION DES RISQUES

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 3.3.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Zones ATEX |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel, établi par un organisme compétent, comportant la description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions ainsi que les conclusions de l'organisme sur la conformité de l'installation et les éventuelles mesures à prendre pour assurer cette conformité au regard du décret et de l'arrêté susmentionnés. |
| Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle lié au respect de cet article. Le contrôle a été effectué par l'APAVE le 23 juin 2022. Il mentionne un danger relatif à l'absence ou l'inadaptation des dispositifs de protection contre les sur-intensités. Le danger signalé est relatif à la protection de surcharge trop élevée pour un coffret onduleur situé dans le local TGBT sis dans le bâtiment administratif. Interrogé sur le traitement de ce signalement, l'exploitant indique qu'il n'avait pas relevé cette anomalie, mais qu'il allait y donner une suite dans les meilleurs délais. L'inspection rappelle qu'une attention particulière doit être portée aux résultats de ces contrôles et engage l'exploitant à traiter rapidement cette anomalie. L'exploitant a informé l'Inspection le 17 mars dernier que l'anomalie avait été corrigée par son prestataire CEFF. L'exploitant informe l'Inspection qu'il fait procéder annuellement à un contrôle par thermographie infrarouge de ces installations électriques. Le dernier rapport de contrôle de l'APAVE du 6 septembre 2022 ne mentionne pas d'anomalie. En conclusion, l'Inspection demande à l'exploitant de suivre avec vigilance les résultats des contrôles réglementaires de ses installations électriques et de remédier rapidement aux éventuelles anomalies relevées. L'exploitant transmettra le compte-rendu de l'intervention de CEFF sous un mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : PREVENTION DES RISQUES

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 3.4.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Travaux d'entretien et de maintenance |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter. Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et désignée par l'exploitant. Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures conséquentes appropriées. Le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront désignées.</p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les motivations ayant conduit à sa délivrance. L'impossibilité de réaliser ces travaux hors de l'installation ou des zones à risques sera notamment justifiée ; -la durée de validité ; -la nature des dangers ; -le type de matériel pouvant être utilisé ; -les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ; -les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux. Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure. <p>Constats : L'Inspection a examiné les conditions de réalisation des travaux de mise en conformité de la rétention des canalisations situées en dehors des rétentions des bacs (pipeway). L'exploitant a précisé que les travaux avaient été regroupés en trois lots : génie civil et terrassement, automatismes, tuyauteries. Les entreprises sélectionnées sont des entreprises reconnues et connaissant les exigences du secteur pétrolier. Les personnels de ces entreprises ont répondu à un questionnaire d'évaluation de leurs connaissances dans les domaines de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement. L'Inspection n'a pas consulté ces documents. Les travaux ont été planifiés de manière à éviter les interventions simultanées. Des plans de prévention comportant des analyses des phases d'activités dangereuses ont été établies ainsi que des autorisations de travail à durée limitée avec le cas échéant des permis de feu, de fouille ou de levage. L'Inspection a consulté par sondage des documents encadrant les conditions d'interventions de l'entreprise CEFF (lot automatisme). Cette entreprise intervient régulièrement sur les installations électriques du site. Les documents consultés n'ont pas suscité d'observation particulière. Ils étaient renseignés et signés par les représentants respectifs de l'exploitant et de l'entreprise intervenante. L'exploitant a présenté un contrôle ponctuel des conditions d'intervention réalisé par le personnel du dépôt pour illustrer la surveillance exercée du respect des consignes et des mesures de sécurité définies dans le cadre des travaux. L'Inspection considère que les conditions d'intervention des entreprises</p> |

| |
|--|
| <p>extérieures sont cadrées par l'exploitant au travers de différents documents d'intervention renseignés répondant à l'article 3.4.4.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a noté l'installation d'un dispositif de protection robuste en bois des canalisations cheminant dans le pipeway en prévision des travaux de terrassement programmés fin mars. Il n'y avait pas d'intervention d'entreprise extérieure en cours lors de l'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : PREVENTION DES RISQUES

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 3.4.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Travaux d'entretien et de maintenance |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter. Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et désignée par l'exploitant. Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures conséquentes appropriées. Le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront désignées.</p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les motivations ayant conduit à sa délivrance. L'impossibilité de réaliser ces travaux hors de l'installation ou des zones à risques sera notamment justifiée ; -la durée de validité ; -la nature des dangers ; -le type de matériel pouvant être utilisé ; -les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ; -les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux. Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure. |

| |
|--|
| <p>Constats : Pour répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 octobre 2021 de respecter les dispositions de l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 décembre 2014 relatives au volume de confinement à prévoir pour les tuyauteries situées hors rétention des bacs en cas de fuite d'hydrocarbures, l'exploitant a pris l'engagement de réaliser des travaux d'extension de la rétention actuelle, de sur-élever les murets, de renforcer la sécurité notamment en ajoutant un troisième détecteur d'hydrocarbure liquide, en câblant la totalité de la chaîne de sécurité sur l'automate de sécurité du dépôt, en adaptant les moyens d'intervention de la future rétention et en complétant le dispositif de protection du local de Défense contre l'incendie. L'objectif principal de l'inspection consistait à vérifier l'avancement des travaux de mise en conformité et leurs conditions de réalisation.</p> <p>L'Inspection a constaté de visu que le rehaussement des murets, les travaux préparatoires au renforcement de la protection incendie de la rétention et le dispositif de protection du local DCI avaient été réalisés.</p> <p>L'exploitant a précisé que les travaux de terrassement lié à l'extension de la rétention étaient programmés pour fin mars. Pour le dispositif d'étanchéité de la rétention, l'exploitant a prévu de se conformer aux dispositions de l'article 22-1-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432. L'Inspection a contrôlé le rapport d'étude de perméabilité des sols établi par le CEBTP afin de vérifier si le critère h/V est respecté. Les résultats du rapport du 2/11/2022 mentionnent des résultats bien supérieurs au seuil réglementaire fixé à savoir 500 heures.</p> <p>L'Inspection relève l'avancement des travaux de mise en conformité. L'exploitant prévoit une fin des travaux courant avril et la constitution du dossier de fin de travaux comprenant les essais de réception de l'ensemble des équipements de sécurité et des automatismes en mai sur la base duquel il solliciterait la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 octobre 2021.</p> <p>L'Inspection rappelle qu'une visite de récolement sera nécessaire après examen du dossier de fin de travaux attestant de la conformité des travaux réalisés avec tous les éléments de preuve y compris les tests des automatismes.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : PREVENTION DES RISQUES

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 3.7.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention / POI |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. En cas d'accident, sauf dans le cas d'engagement de moyens de secours publics, l'exploitant assure la direction du POI. Il met en œuvre les moyens humains et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. Le POI est cohérent avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment :

- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention ;
- la formation du personnel intervenant ;
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ;
- l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites ;
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers ;
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus ;
- la mise à jour systématique du POI en fonction de l'actualité de son contenu ou des améliorations décidées.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice au moins annuel. Le compte rendu, accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour chaque phénomène dangereux envisagé, les courbes de montée en puissance des moyens de secours sont annexées au POI. Le POI comporte en particulier une fiche spécifique précisant la conduite à tenir en cas d'épandage massif d'hydrocarbures en et hors rétention.

Constats : L'Inspection a consulté le POI disponible en salle de crise. L'Inspection a relevé que le POI en vigueur correspond à la version diffusée en novembre à l'état de projet. Il comporte un scénario relatif au pipeway (rétention en feu). Les premières remarques de l'inspection relatives à l'annuaire téléphonique ont été prises en compte. En revanche, la fiche d'alerte jugée trop sommaire mériterait d'être complétée comparativement à la fiche guide du DOI. L'Inspection insiste sur un retour d'expérience récent issu d'un exercice PPI ayant montré l'importance de fournir une information la plus précise possible de l'événement en cours, la fiche d'information transmise lors de l'exercice à l'Inspection lors du déclenchement du POI ayant été très sommairement renseignée. L'Inspection engage l'exploitant à revoir la fiche et les modalités d'information des services du préfet et de l'Inspection selon les différents cas de figure exposés dans le POI (gardien ou personnel du dépôt). Concernant les fiches des scénarios, l'Inspection relève que le POI comporte désormais des plans repérant les zones d'effets desdits scénarios. L'Inspection demande à l'exploitant de diffuser le POI en vigueur après prise en compte de la remarque sur la fiche d'information à l'ensemble des services et entités concernés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet